



1^{er} Mai 2008

Salaires - Retraites - Emploi - Santé

A l'offensive pour nos revendications !

- o Bourges : 9 h 30 - Place Malus
- o Vierzon : 10 h 30 - Place de la Résistance
- o St Amand : 10 h 30 - Place Jean Girault
- o St Florent : 10 h 30 - Place de la République
- o La Guerche : 10 h 30 - Quai Bures sur Dive

A l'initiative des organisations CGT - CFDT - FO - FSU - UNSA

Tout augmente : les loyers, l'essence, le prix du gaz et de l'électricité, l'eau, les produits d'alimentation mais les salaires, eux, font du sur place !

Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était candidat, avait fait des promesses que le Président de la République qu'il est devenu, ne respecte pas.

Près de 3 millions de salariés sont au SMIC dont 20 % d'entre eux, sont des femmes. La précarité du travail et le temps partiel imposé deviennent la norme, les salariés ont une paie à trois chiffres !

Le nombre de salariés et de retraités pauvres augmente et grossit les rangs de celles et ceux qui dorment dehors, dans les tentes. Une personne sur 10 bénéficiant de l'aide alimentaire est salariée et 16 % sont des retraités !

Cette situation est scandaleuse !

C'est le résultat d'une politique délibérée !

La revalorisation du **SMIC à 1500 euros brut tout de suite** et celle des salaires par la reconnaissance des qualifications, de l'expérience professionnelle, des diplômes, ainsi que de vrais déroulements de carrière, est essentielle.

Plus de salaire, c'est plus de consommation et donc plus de croissance ! C'est efficace pour réduire le chômage et créer des emplois. C'est bon pour l'économie.

Il est urgent de **stopper les exonérations de cotisations sociales** car elles ne sont pas au service de la création d'emplois mais elles servent, plutôt, à comprimer les salaires.

Elles ont généré et alimentent le déficit de la Sécurité sociale.

Elles handicapent lourdement le financement des retraites et pensions.

Revaloriser le SMIC et les salaires, c'est revaloriser le travail. C'est aussi une question de justice sociale d'un partage équitable des richesses créées.

Le gouvernement a la volonté d'allonger la durée de cotisations pour tous et rendre impossible leur départ en retraite à 60 ans.

Le gouvernement conduit le système des retraites dans le mur !

La Cgt, quant à elle, revendique une réforme de progrès portant sur un socle commun de droit à la retraite, pour tous les salariés du public comme du privé, quel que soit le régime.

La Cgt veut débattre de ces choix d'avenir et propose des garanties de haut niveau pour tous :

- o **Un vrai droit au départ à la retraite à 60 ans et une possibilité réelle de choix pour les salariés.**
- o **Un système de départ anticipé en retraite pour travaux pénibles ou pour répondre à des contraintes de service public ou aux tâches astreignantes.**
- o **Un montant de retraite permettant de partir à la retraite avec un taux de remplacement de 75 % avec un minimum équivalent au SMIC.**
- o **L'indexation des pensions sur les salaires.**

C'est possible de le financer en créant une nouvelle cotisation employeur comprenant l'intéressement, la participation, les stock-options....

C'est possible, aussi, en réformant la cotisation employeur qui intégrerait les revenus financiers de l'entreprise par exemple.

Deux poids ! Deux mesures !

Pour les salariés :

Electricité :

+70 % depuis 2004

Eau : +30 % en moyenne
depuis 2004

Loyers : +5,05 % en 2007

Produits laitiers : +7%

Céréales : +10 %

Oeufs : +5 %

Volailles : +14 %

Flambée de l'essence,
transports, etc...

Pour les patrons et les riches :

Nicolas Sarkozy :

+172 % d'augmentation

Cadeaux fiscaux en juillet :
15 milliards d'€

Aides (sans contrepartie)
aux entreprises :

65 milliards d'€

Exonérations patronales :
25 milliards d'€

Fraudes fiscales entreprises :
30 milliards d'€

Cotisations sociales :

La part des **salariés** est passée
de **12,8% à 21,36%** entre 1980
et 2005, celle des **patrons** s'est
réduite de **40,27% à 10,5%**
durant cette même période !

Au regard de ces chiffres, on
peut faire le rapide calcul que le
"trou" de la **Sécurité Sociale**
(12 milliards d'€) et le finance-
ment des **Retraites** pourraient
être prélevés ailleurs que dans
la poche des salariés.

POURQUOI LES BATAILLES SUR LES SALAIRES ET LA RETRAITE SONT INDISSOCIABLES ?

Parce que, pour obtenir de meilleurs salaires, il faut que tout au long de la carrière professionnelle, les salaires prennent en compte la reconnaissance des qualifications et des diplômes, l'expérience professionnelle et la pénibilité du travail. Ainsi, les salariés auront de meilleures retraites et plus il y aura d'argent pour les financer.

Parce que cet objectif permettrait de revaloriser en partie les basses pensions. En effet, de plus en plus de retraités n'atteignent pas les 563,40 € que représente ce minimum de la retraite de base malgré leurs 160 trimestres !

Parce que toutes les inégalités de traitement pendant la vie active se répercutent sur le montant de la retraite, **encore plus significativement pour les femmes.**

Tout ce qui sera gagné sur les salaires apportera un bol d'air, tout de suite, aux salariés et à leur future retraite !

POURQUOI FAUT-IL AUGMENTER LES SALAIRES POUR TROUVER DES RESSOURCES POUR LA SECURITE SOCIALE ?

Parce que le gouvernement et le patronat n'ont de cesse de marteler que la Sécurité sociale est malade à cause de l'allongement de la durée de la vie, des fraudeurs, des arrêts de travail, des médecins trop généreux...

Parce que, une nouvelle fois, leur réponse consiste à créer « les franchises médicales » qui vont nous coûter cher, à dérembourser de plus en plus de médicaments, à baisser les prestations médicales, à réduire le nombre des personnels dans les hôpitaux, ...etc... Alors que nous payons déjà une mutuelle !

Parce que les exonérations de cotisations sociales *-la part socialisée du salaire-* sont une trappe à bas salaires qui pèsent sur la Sécurité sociale et sur les retraites.

Parce que ce discours et ces mesures sont des impasses et que cela n'a jamais résolu le financement de la Sécurité sociale.

Parce que la ressource principale des recettes de la Sécurité sociale est constituée par les salaires. Plus les salaires sont bas, moins il y a d'argent pour la Sécurité sociale et plus on fait le lit des assurances privées !

1^{er} Mai 2008

A l'initiative des organisations CGT - CFDT - FO - FSU - UNSA

Venez nombreux aux manifestations.

ō Bourges : 9 h 30 - Place Malus

ō Vierzon : 10 h 30 - Place de la Résistance

ō St Amand : 10 h 30 - Place Jean Girault

ō St Florent : 10 h 30 - Place de la République

ō La Guerche : 10 h 30 - Quai Bures sur Dive